



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-1765>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-1765**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 2024M0260 - Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'opération de restauration de l'école Freinet à Vence

**Description** : Mission de maîtrise d'oeuvre relative à l'opération de restauration de l'école Freinet à Vence

**Identifiant de la procédure** : 6b57f545-b1d0-4342-8fae-467099d64aeb

**Identifiant interne** : 2024M0260

**Type de procédure** : Restreinte

**Principales caractéristiques de la procédure** : PHASE CANDIDATURE

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale (cpv)** : 71240000 Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

##### 2.1.4 Informations générales

## **Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### **2.1.6 Motifs d'exclusion**

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'opération de restauration de l'école Freinet à Vence

**Description** : Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'opération de restauration de l'école Freinet à Vence

**Identifiant interne** : Lot 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 71240000 Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

**Options** :

**Description des options** : Phase candidature - Marché à tranches. Appel d'offres restreint

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

## Informations complémentaires :

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 60 Mois

### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

### 5.1.9 Critères de sélection

#### Critère :

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Capacité financière sans minimum exigé

#### Critère :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Capacité technique et professionnelle sans minimum exigé

**Description** : Le groupement est composé de spécialistes capables, ensemble, de maîtriser la totalité des compétences concernées par la spécificité du projet. Il doit détenir à minima les compétences suivantes : - mandataire de l'équipe : architecte du patrimoine, - un bureau d'études en structures avec compétences en bétons anciens et maçonnerie ancienne, - un bureau d'étude CVC, - un bureau d'études CFo/CFa - un économiste de la construction - une compétence en ordonnancement, pilotage, coordination relative à la gestion de chantier, en milieu scolaire occupé et à forte contraintes d'accès. - Paysagiste et botanique - Restauration d'œuvres d'art.

#### Critère :

**Type** : Autre

**Nom** : Critères objectifs de limitation du nombre de candidats admis à remettre une offre

**Description** : - qualification(s) et qualités du candidat ou de l'équipe candidate ; - qualité des références fournies.

#### Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

**La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés**

### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://marches-securises.fr/>

### 5.1.12 Conditions du marché public

#### Conditions de présentation :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Requise

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 27/01/2025 à 15:30

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Informations relatives aux délais de recours :** Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : CG des Alpes-Maritimes -  
Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui traite les offres** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction  
et du Patrimoine (06)

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Numéro d'enregistrement** : 22060001900016

**Adresse postale** : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental  
(CADAM)

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06201

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches@departement06.fr

**Téléphone** : +33 497186000

**Adresse internet** : <https://marches-securises.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://marches-securises.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <https://marches-securises.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de  
passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Adresse postale** : 18 avenue des Fleurs CS 61039

**Ville** : NICE CEDEX 1

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Tribunal administratif de Nice

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 10 - Modification**

**Version de l'avis antérieur à modifier** : 731814-2024

**Principale raison de la modification** : Mise à jour d'informations

**Description** : BT-131(d)-Lot 27/01/2025

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 43c6f51a-54ef-4106-a96a-fc139dd04ecb - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 08/01/2025 à 08:17

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 08/01/2025